



Eurélien

LE MAG

NUMÉRO 68 / AVRIL 2021

DOSSIER

Pourquoi les Franciliens veulent-ils vivre en Eure-et-Loir ?



2

LE DÉCLIC DU MOIS : Les Clefs de Milton pour une déconnexion totale

C'est un jeune couple lumineux qui vous reçoit dans sa propriété près de Maintenon. Muriel et Guillaume Leroy ont ouvert, il y a trois ans, sur dix hectares, à Coulombs, des hébergements insolites, qu'ils associent à une activité d'Escape game.

Yvelinois d'origine, le couple a eu un coup de cœur pour ces lieux propices à accueillir leurs chevaux, chiens, chats et tous leurs projets. C'est là que sont nés « Les Clefs de Milton » et son ensemble de gîtes : « Pilgrim », cosy et chaleureux, « Pégase », totalement transparent au cœur de la nature, ou encore « Spirit », une tente suspendue au-dessus du sol...

Le printemps arrive, c'est le moment de découvrir l'un de ces étonnants hébergements. Et pour les joueurs, le couple a ce qu'il vous faut : deux escape games inédits en environnement réel. Murielle et Guillaume ont en effet imaginé « Escape Home », le quatrième gîte, unique en France, associé à trois escape games pouvant durer toute la durée de votre réservation !

📍 lesclefsdemilton.fr



Retrouvez votre
nouveau magazine
mensuel sur
eurelien.fr

📍 Toute notre activité sur :



Eurélien N°68 - Avril 2021 **Directeur de publication** Claude Térourinard - Président du Conseil départemental d'Eure-et-Loir - **Rédacteur en chef** Xavier Châtelain - Directeur de Cabinet et de la communication **Coordination éditoriale** Elyse Collin **Rédaction** Gaëlle Chalude, Pierre-Michel David, Valérie Devémy, Cécile Figliuzzi, Emilie Lebaillly, Jean-Yves Noël, Virginie Todorovic **Photographes** Studio Martino, François Delauney, Arnaud Lombard, Patrick Forget **Jeux** Philippe Imbert **Conception graphique** Julian Legendre **Mise en page** Direction de la communication - Laurent Langlois **Impression** Imprimerie Agir graphic **Distribution** Toutes boîtes aux lettres Distrib Services **Ont également participé à ce numéro** Pierre-Michel David, Valérie Devémy, Cécile Figliuzzi, Emilie Lebaillly, Jean-Yves Noël, Virginie Todorovic **Dépôt légal à parution** Numéro tiré à 215 028 exemplaires, N° ISSN : 1953-1044 **Contact** redaction@eurelien.fr **Ce magazine a été imprimé le 24 mars 2021**

04



Actu

Des capteurs de CO2 dans les collèges

05



Actu

La campagne de vaccination s'accélère

07



Actu

Le « gros chêne » de Meaucé enfin labellisé

08



Dossier

Pourquoi les Franciens veulent-ils vivre en Eure-et-Loir ?

03 SOMMAIRE

04 ACTU

- 04 - AVEC LES CAPTEURS DE CO2, LES COLLÈGES RESPIRENT
- 05 LA CAMPAGNE DE VACCINATION S'ACCÉLÈRE
- 06 HAUSSE DU RSA : LE DÉPARTEMENT DEMANDE UN RESPECT DES ENGAGEMENTS
- 07 LE « GROS CHÊNE » DE MEAUCÉ ENFIN LABELLISÉ

08 DOSSIER

14 PAGES EMPLOI

16 JEUX

18 PAGES SPÉCIALES ARCHIVES

L'EURE-ET-LOIR 1900 : UNE BELLE ÉPOQUE ?



Visitez chez vous!

Jardins du Pré Catelan

Maintenon, La Ferté-Vidame, Le Pré Catelan
DÉCOUVREZ LES PARCS ET JARDINS DU DÉPARTEMENT

3



Toutes les informations sur www.eurelien.fr



Un capteur de CO2 a été placé dans le réfectoire du collège Jean Monnet à Luisant

ENSEIGNEMENT

Avec les capteurs de CO2, les collèges respirent

La Direction de l'éducation, de l'enseignement supérieur et du sport du Conseil départemental envisageait déjà d'équiper les établissements scolaires de ces outils. Avec la pandémie, le pas est franchi : deux capteurs de CO2 sont installés dans tous les collèges, courant mars.

L'injonction d'aération des lieux fermés inhérente à la crise sanitaire actuelle n'est pas restée lettre morte au Conseil départemental d'Eure-et-Loir. La direction de l'Éducation, de l'enseignement supérieur et du sport, cherchait un moyen de mesurer les seuils de confinement dans les salles de classe des collèges euréliens.

Le Département a, finalement, fait l'acquisition de 80 capteurs de CO2 pour en livrer deux dans chacun des 38 collèges

du territoire. L'idée est de quantifier cette notion de seuil de confinement à partir duquel il est impérieux d'aérer.

■ Un appareil d'alerte facile à utiliser

Trente-huit capteurs Class'Air ont été placés courant mars dans les réfectoires des établissements euréliens – des lieux choisis pour la promiscuité des élèves qui, en mangeant, doivent en outre enlever leur masque.

Un deuxième appareil sera confié aux

chefs d'établissement qui pourront choisir où l'installer, à quel moment et pour quel usage. Le capteur Class'Air présente l'intérêt d'être très facile d'usage : il présente trois indicateurs – une diode verte, une orange et une rouge –, qui s'allument en fonction du dépassement de seuils préalablement étalonnés. Cet outil permettra aux usagers des salles recevant des élèves de se rendre compte du moment où il faut aérer pour faire retomber le niveau de CO2.

COVID-19

L'Eure-et-Loir mobilisé sur le front de la vaccination

Face à l'épidémie de la Covid-19, la campagne de vaccination s'accélère sur le territoire afin de protéger au plus tôt les publics les plus exposés et les plus à risques.



Le 10 mars, Voves a accueilli un centre de vaccination éphémère

La vaccination est un pilier majeur de la lutte contre l'épidémie de Covid 19. Des centres de vaccination ont donc été mis en place sur l'ensemble du département pour accueillir les publics concernés. La liste est régulièrement mise à jour sur le site de l'ARS Centre-Val de Loire :

centre-val-de-loire.ars.sante.fr/ou-se-faire-vacciner-en-region-centre-val-de-loire

■ Des centres de vaccination éphémères

Parallèlement, des centres de vaccination éphémères destinés aux personnes de plus de 75 ans ou atteintes de pathologies sont proposés. Objectif : vacciner un maximum de personnes dans le cadre « d'opérations flash ». Ces centres de vaccination s'arrêtent tous les jours dans une commune d'Eure-et-Loir avec une communication locale auprès des

citoyens concernés via les mairies. Des centres ont déjà ouvert leurs portes à Courville-sur-Eure, Senonches, Epernon, Toury, Janville et Voves, Brezolles, Châteauneuf en Thymerais, Saint-Rémy-sur-Avre.

Les lieux de vaccination

PROFESSIONNELS DE SANTÉ :

- **Chartres** : Centre hospitalier, 4 rue Claude Bernard au Coudray – Tél. : 0805 021 400
- **Châteaudun** : Centre hospitalier de Châteaudun, Route de Jallans à Châteaudun – Tél. : 02 37 44 44 89
- **Dreux** : Centre hospitalier de Dreux, Bâtiment Les eaux vives, Salle du Préau, 44 Avenue Kennedy Tél. : 02 37 51 52 22
- **Nogent-le-Rotrou** : Centre hospitalier de Nogent-le-Rotrou, Avenue de l'Europe à Nogent-le-Rotrou – Tél. : 0805 021 400

PERSONNES ÂGÉES DE PLUS 75 ANS OU ATTEINTES DE PATHOLOGIES :

- **Chartres** : Chartreexpo – Salle Spire, Avenue Jean Mermoz Tél. : 0805 021 400
- **Châteaudun** : Salle Léo Lagrange, Impasse des Cordeliers– Tél. : 0 805 021 40
- **Dreux** : Parc des expositions, 1 impasse de la Commune à Dreux – Tél. : 0 805 021 400
- **La Loupe-Senonches** : La Loupe Salle des sports, Allée du Parc à La Loupe-Senonches – Tél. : 0805 021 400
- **Nogent-le-Rotrou** : Salle Pierre Mendès France, 1 Avenue Camille Gaté – Tél. : 0805 021 400

**SOLIDARITÉ**

RSA : le Département demande à l'État le respect de ses engagements

Depuis 2013, le montant du RSA est en hausse. Une hausse qui devait être compensée par l'État. Or à ce jour, il reste chaque année 4 M€ à la charge du Département. Une somme qui grève ses finances. Il a donc déposé un recours gracieux.

En janvier 2013, le gouvernement activait son « *Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion* ». Il s'engageait alors à revaloriser le montant forfaitaire du RSA (le Revenu de solidarité active) de 10% sur cinq ans. Pour les Départements, qui financent les allocations RSA, les conséquences financières de la mesure ont été lourdes. Si l'État avait promis de compenser la hausse des charges inhérente à la revalorisation progressive du RSA en prenant chaque année un arrêté fixant le montant de cette compensation, celle-ci n'a pas été à la hauteur des promesses. D'autant que, depuis 2013, un seul arrêté a été pris en ce sens : en 2018. Quid, alors, des années précédentes ? Le Département d'Eure-et-Loir, à l'instar de nombreux autres Départements,

a déposé, début février, un recours gracieux auprès du préfet contre l'arrêté du 2 décembre 2020 fixant le montant des accroissements de charges résultant des revalorisations exceptionnelles du RSA.

■ Le Département se tourne vers le préfet

A la Direction des finances du Département, on évoque des chiffres éloquentes : en 2013, le montant des allocations RSA versées par le Conseil départemental s'élevait à 39 M€, compensé à hauteur de 25 M€ par l'État soit un reste à charge de 14 M€ pour le Département. Or sept ans plus tard, en 2020, le montant des allocations versées a dépassé 54 M€ tandis que la compensation de l'État, elle, est restée stable à 25 M€. Le reste à charge a donc atteint 29 M€.

Certes, depuis 2014, l'État a mis en œuvre un « *pacte de confiance et de responsabilité* » pour permettre aux Départements de percevoir une compensation complémentaire qui, en 2020, s'élève à 11 M€. Une somme qui permet de ramener le reste à charge à 18 M€... soit toujours 4 M€ de plus qu'en 2013 ! Dès lors, le Conseil départemental conclut que la compensation annoncée par l'État n'est toujours pas à la hauteur des engagements pris lors du transfert de compétences et demande donc, dans le recours déposé au préfet, de « *mettre fin à [cette] illégalité, sans quoi le Département d'Eure-et-Loir se trouvera contraint de solliciter auprès du juge administratif l'annulation de l'arrêté du 2 décembre 2020* ».

ARBRES REMARQUABLES

Le « Gros Chêne » de Meaucé labellisé

Fin 2020, le « Gros Chêne de Meaucé », emblème de la commune, a obtenu le label « Arbre remarquable » décerné par l'association A.R.B.R.E.S, une consécration pour ce géant de plus de 660 ans.



Lancé l'an dernier par le Conseil départemental, en partenariat avec l'association nationale A.R.B.R.E.S (Arbres Remarquables: Bilan, Recherche, Études et Sauvegarde), la démarche de recensement et de mise en valeur des arbres les plus exceptionnels d'Eure-et-Loir vient de se concrétiser par l'attribution du label « Arbre remarquable » au chêne, dit « gros chêne », de Meaucé, planté au XIV^{ème} siècle. Cela fait vingt ans que le maire, Michel Bizard, espérait cette consécration, inquiet pour la pérennisation de l'emblème de son village depuis la tempête de 1999 et la chute, en 2016, d'une branche maîtresse d'une circonférence de 4,20 mètres et longue de 9,20 mètres. Le Département a repris puis relancé le dossier oublié pendant des années. Un expert a été appelé au chevet du chêne percheur et ses préconisations sanitaires et mécaniques ont été mises en œuvre,

notamment en installant des câbles d'acier dans la canopée de l'arbre pour consolider le géant d'une circonférence de 14,30 m au pied et de 8,80 m à un mètre du sol.

■ Une histoire devenue légende

Mais le chêne a aussi une extraordinaire histoire devenue légende. Planté par Jeanne, la fille du seigneur de Meaucé, en 1360, cet arbre était alors un gage de fidélité envers son fiancé parti combattre les Anglais au temps des croisades. Le preux chevalier ne revint jamais, et Jeanne, emplie de chagrin, venait chaque jour baigner de ses larmes le pied du chêne, secret de son exceptionnelle longévité. Le chêne aurait également abrité, au XVI^{ème} siècle, de charmantes rencontres du roi Henri IV, pendant ses parties de chasse. Deux siècles plus tard, une statuette de la Vierge cachée dans une de ses cavités a été volée par les Révolutionnaires,

mais un champignon poussa à la place, prenant une forme ressemblant étrangement à... la Vierge. Et lorsqu'il a été décidé d'abattre le géant, les bûcherons chargés de le couper ont dû renoncer... tous leurs outils se sont brisés un à un sur le bois épais... à l'époque, tout le monde criait au miracle.

L'Eure-et-Loir compte 6 arbres remarquables

Le chêne de Meaucé est le sixième Arbre Remarquable labellisé depuis 2009 en Eure-et-Loir, après un chêne à Montigny-sur-Avre ; les ifs du cimetière de Saint-Georges-sur-Eure ; le tilleul de l'abbaye de Thiron-Gardais ; le séquoia du collège royal et militaire de Thiron-Gardais ; et un cèdre de l'Atlas à Nogent-le-Rotrou.



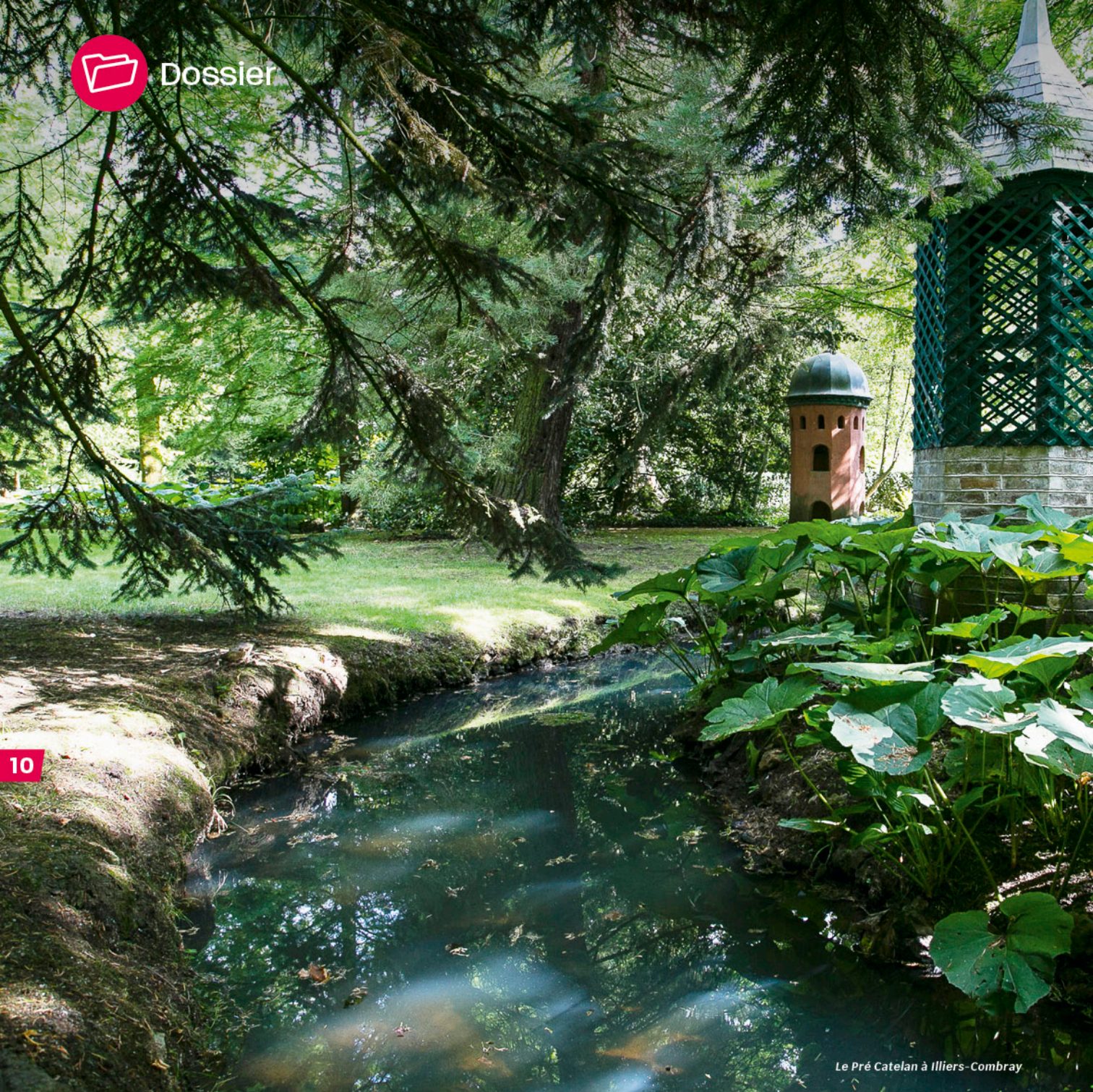
8

Pourquoi les Franciliens veulent-ils vivre en Eure-et-Loir ?



Depuis le début de la crise sanitaire, le département attire de nouveaux habitants qui viennent pour la plupart de la région parisienne. Attirés par une vie proche de la nature et riche de nombreux services, le cadre de vie eurélien n'a jamais autant séduit qu'aujourd'hui.

Photo d'archive



Le Pré Catelan à Illiers-Combray

L'Eure-et-Loir a vu ses transactions immobilières augmenter entre 2019 et 2020, on le voit à la hausse de l'assiette globale des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)*. « Si sur le plan national, les chiffres sont stables sur cette période, le territoire eurélien, enregistre une hausse de 11 % des DMTO, ce qui représente 6,1 millions d'euros de recettes supplémentaires. Il s'agit de la troisième plus forte progression enregistrée par les départements. », explique Mathias Teilleux, Directeur général adjoint Ressources du Conseil départemental d'Eure-et-Loir.

Cette augmentation s'explique notamment par l'arrivée de plus en plus de Franciliens suite au premier confinement du 17 mars 2020 au 11 mai 2020, qui a poussé de jeunes couples mais aussi des retraités à franchir un pas en quittant l'Île-de-France.

Depuis de nombreuses années, l'Eure-et-Loir est un peu comme un grand jardin pour les Franciliens. Mais, un jardin que l'on fréquente plutôt les week-ends et pendant les vacances. La vallée de l'Eure, le Perche notamment ont toujours accueilli les Parisiens en villégiature. La crise sanitaire de 2020 et les périodes de confine-

ment marquent un pas de plus dans cet attrait pour le département avec l'arrivée de familles qui s'y installent durablement.

■ **« Ils ont des exigences en matière de services »**

La proximité de Paris, la douceur et la variété des paysages euréliens ne sont pas les seuls atouts qui permettent à des Franciliens de décider un changement de vie et de cadre. Il faut pour finir de les convaincre que le territoire de leur choix offre des infrastructures et des services. Valérie Pénin-Friley, présidente de la chambre des notaires d'Eure-et-



Loir connaît bien les aspirations de ces nouveaux arrivants dont deux sur cinq arrivent d'Ile-de-France : « Ils ont des exigences en matière de services, d'établissements scolaires, de réseaux de transport en commun, de connexion Internet, etc. ». Ils souhaitent également circuler facilement sur des routes entretenues, modernisées, sécurisées... et ouvertes sur les territoires limitrophes. Une des raisons pour laquelle le Conseil départemental milite avec opiniâtreté pour la réalisation de l'A154. Désenclavé, le département l'est également grâce à sa couverture numérique, qui permet à



« 30 % d'acquéreurs Franciliens en Eure-et-Loir »

Valérie Pénin-Frille, présidente de la Chambre des notaires d'Eure-et-Loir, confirme l'attractivité du département aux yeux, notamment, des Franciliens.

■ **Eurélien Le Mag : Qu'avez-vous constaté sur le marché immobilier en Eure-et-Loir, depuis un an ?**

Valérie Pénin-Frille : 2020 a été une année très active sur le plan des ventes immobilières en Eure-et-Loir. Mais, cette tendance avait déjà commencé il y a quelques années. 2019, par exemple, était aussi une très bonne année sur ce plan et 2020, malgré un arrêt de près de trois mois, est restée sur cette lancée. Ce qui est sûr, c'est que le département est attractif de par sa position entre Normandie et région parisienne, avec des prix qui restent nettement plus faibles qu'en Ile-de-France ! Mais pour ce qui est d'une arrivée « massive » de Franciliens, il faut être prudents : il y a une vague mais ce n'est pas un tsunami...

■ **ELM : Quel est le profil de ces nouveaux Euréliens ?**

VPF : La grande majorité sont des couples de 35-45 ans avec enfants dont l'un des deux conserve – au moins un temps – son emploi en Ile-de-France tandis que l'autre est prêt à travailler en Eure-et-Loir. Ce sont plutôt des cadres moyens à supérieurs en quête d'une qualité de vie, alors que jadis, on voyait plutôt venir des familles à revenus modestes que la région parisienne éloignait en raison de ses prix exorbitants.

■ **ELM : Quel est le pourcentage d'acheteurs qui viennent d'autres départements ?**

VPF : Les gens qui achètent un bien en Eure-et-Loir sont encore pour 66% des Euréliens. 30% des autres ventes sont en faveur d'acquéreurs franciliens. Les 4% restants viennent d'autres régions.

■ **ELM : Y a-t-il des secteurs du département plus demandés que les autres ?**

VPF : Il y a trois zones principales qui attirent, notamment, les Franciliens : ce sont la région chartraine, les franges franciliennes (de Maintenon à Auneau) et Dreux.



ceux qui conservent leur emploi en Ile-de-France de pouvoir télétravailler à leur aise : ainsi, depuis 2017, un grand chantier de déploiement du très haut débit a permis d'équiper 85 % des Euréliens en attendant la généralisation de la fibre, déjà là pour plus de 98.500 logements et entreprises locales.

■ La nature à portée de ville

Qu'ils soient retraités ou jeunes actifs avec des enfants, ils ont des attentes auxquelles le Département contribue à

répondre. Les familles trouvent, en Eure-et-Loir, des établissements scolaires à la pointe de la modernité – le Département ayant équipé ses 38 collèges publics d'un matériel informatique haut de gamme et alloué 14 M € pour des travaux sur les bâtiments. En cas de difficultés, ils savent que tout est mis en œuvre pour soutenir les plus fragiles avec un maillage de structures d'accueil et de lieux d'hébergement à la hauteur du budget – 107 M€ – alloué à cette politique sociale. Tout un panel de services qui n'a rien à envier à ceux

des départements limitrophes répondent à leurs attentes : centres-villes dynamiques, équipements sportifs et culturels, lieux de loisirs, 6.300 associations actives... Enfin, retraités, jeunes couples, enfants peuvent découvrir la nature, à portée de ville, à perte de vue, entre Beauce et Perche, et à travers 3.000 km de chemins balisés pour des balades à pied, à VTT ou à cheval. Sans parler des parcs et jardins d'exception souvent situés au cœur de sites patrimoniaux prodigieux : châteaux d'Anet, de Nogent-le-



Authon-du-Perche

12



Télétravail : le Département à l'honneur sur TF1

Le Conseil départemental d'Eure-et-Loir a su s'adapter au contexte sanitaire tout en garantissant le maintien du service public. En effet, dès le premier confinement, la Collectivité a déployé massivement le télétravail. Actuellement, sur 2000 agents, plus d'un tiers sont en télétravail total ou partiel. Cette exemplarité a d'ailleurs été soulignée par les médias nationaux, notamment lors du journal télévisé de 20h de TF1 le 18 février dernier. Ce reportage rappelle que le Département « fait partie des bons élèves » et parvient à tenir les objectifs donnés par le Gouvernement.

Rotrou, de Maintenon ou de Châteaudun, mais aussi bien sûr beffroi de Dreux ou cathédrale de Chartres...

L'ultime argument pour ces Franciliens à qui l'Eure-et-Loir souhaite la bienvenue, ce sont des prix immobiliers beaucoup plus raisonnables qu'en Ile-de-France...

**Les départements qui présentent en 2020 les plus fortes hausses des droits de mutation à titre onéreux sont : la Côte d'Or (+22 %), la Saône-et-Loire (+12 %), la Mayenne et l'Eure-et-Loir (+11 %).*

En route vers... l'autoroute !



L'Eure-et-Loir, parcourue de quelque 13 500 km de routes dont 7 500 placées sous la responsabilité du Conseil départemental, est traversée par 237 km de nationales. Ce sont autant de glissières, de panneaux, de bas-côtés, d'enrobés, et autres ronds-points à surveiller et entretenir étroitement. C'est du reste le choix qu'a fait l'assemblée départementale, qui a engagé en 2020 plus de 40,4 M€ dans son réseau routier, y compris pour le rendre plus écoresponsable. Mais pour assurer l'attractivité du département, il lui faut un axe majeur, une voie rapide : l'autoroute A154, une solution défendue par le Département.



De Choisy-le-Roi à Chartres, ils ne regrettent pas leur choix

Jean-Paul et Patricia font partie de ces retraités fraîchement installés en Eure-et-Loir et qui apprécient leur cadre de vie. En octobre 2019, ce couple de Franciliens décide de quitter définitivement la région parisienne pour s'installer dans une maison de l'agglomération chartraine. Lui a 75 ans, elle 63 ans, à ce moment-là et avouent qu'ils ne « supportaient plus la vie en Ile-de-France ». Un choix qu'ils ont d'autant moins regretté quand cinq mois après leur arrivée à Chartres, le confinement général a été imposé. « On a vécu cette période tranquillement dans une grande maison », se souviennent-ils. Patricia évoque le souci qu'elle se faisait pour sa famille restée à Paris : « J'en pleurais de savoir mes enfants et mes petits-enfants enfermés entre quatre murs dans leur appartement parisien alors que moi, je profitais de ma maison avec mon jardin et la proximité de l'Eure... » Rien ne les prédestinaient au choix de l'Eure-et-Loir. Ils racontent l'histoire de leur venue dans le département : C'est un heureux concours de circonstances qui les ont amenés à choisir de s'installer en Eure-et-Loir. « Nous cherchions plutôt dans l'ouest parisien. Mais tout était très cher. Et puis on nous a dit : si vous cherchez une vraie ville, allez voir du côté de Chartres. Nous avons passé une nuit et une journée sur place, pour sentir la ville. Il y avait tout ! Restaurants, lieux culturels, une ambiance sereine avec des commerçants qui disent bonjour et des automobilistes qui laissent passer les piétons ! » Et puis il y a eu cette grande maison pas trop loin de la ville mais dans la verdure, à un prix abordable. « La maison est plus grande que celle que nous avons à Choisy-le-Roi, le cadre plus agréable et son prix plus raisonnable qu'en région parisienne », conclut Patricia.

Cliquez, postulez, décrochez !



Le dispositif Boostemploi du Conseil départemental d'Eure-et-Loir accompagne les Euréliens dans leur recherche d'emploi depuis 2009. Plus de 500 personnes sont recrutées chaque année. Recruteurs, candidats, profitez du réseau Boostemploi pour donner un nouvel élan à votre activité professionnelle !

CONTROLEUR / CONTROLEUSE D'ESSAIS EN CABLAGES

Domaine professionnel : Industrie
Ville : CHARTRES
Type de contrat : CTT 4 mois
Niveau d'études : Bac +2 Electronique exigé
Niveau d'expérience : Indifférent

GARDE D'ENFANTS A DOMICILE

Domaine professionnel : Services à la personne et à la collectivité
Ville : CHARTRES
Type de contrat : CDI 10h/s
Niveau d'études : Indifférent
Niveau d'expérience : Indifférent

JARDINIER / JARDINIÈRE PAYSAGISTE

Domaine professionnel : Espaces naturels et espaces verts
Ville : CHARTRES
Type de contrat : CTT 6 mois
Niveau d'études : Indifférent
Niveau d'expérience : 3 ans exigés

SURVEILLANT / SURVEILLANTE EN MILIEU SCOLAIRE

Domaine professionnel : Services à la personne et à la collectivité
Ville : EPERNON
Type de contrat : Contrat d'usage 4 mois (2 postes)
Niveau d'études : Indifférent
Niveau d'expérience : Indifférent

ELECTROMECANICIEN / ELECTROMECANICIENNE D'EQUIPEMENTS D'EXPLOITATION

Domaine professionnel : Installation et Maintenance
Ville : VERNOUILLET
Type de contrat : CTT 4 mois
Niveau d'études : 2 ans souhaités
Niveau d'expérience : Bac Electromécanique souhaité

OUVRIER AGRICOLE POLYVALENT / OUVRIÈRE AGRICOLE POLYVALENTE

Domaine professionnel : Production
Ville : TERMINIERS
Type de contrat : Contrat saisonnier 2 mois (4 postes)
Niveau d'études : Indifférent
Niveau d'expérience : Indifférent

TECHNICIEN / TECHNICIENNE ASSURANCE-QUALITE EN MECANIQUE ET TRAVAIL DES METAUX

Domaine professionnel : Industrie
Ville : DANGERS
Type de contrat : Contrat d'apprentissage 2 ans
Niveau d'études : Bac+3, Bac+4 Contrôle qualité BUT QLIO exigé
Niveau d'expérience : Débutant(e) accepté(e)

AUXILIAIRE DE VIE SOCIALE -AVS

Domaine professionnel : Services à la personne et à la collectivité
Ville : ROUVRAY-SAINTFLORENTIN
Type de contrat : CDI
Niveau d'études : Indifférent
Niveau d'expérience : 1 an exigé

CONDUCTEUR / CONDUCTRICE DE POIDS LOURD

Domaine professionnel : Transport et Logistique
Ville : CHARTRES
Type de contrat : CTT 6 mois
Niveau d'études : Indifférent
Niveau d'expérience : 2 ans exigés

MENUISIER / MENUISIÈRE

Domaine professionnel : Industrie
Ville : CHARTRES
Type de contrat : CTT 6 mois
Niveau d'études : Indifférent
Niveau d'expérience : 2 ans exigés

TECHNICIEN(NE) ITINERANT(E) DE MAINTENANCE SERVICE APRES-VENTE -SAV

Domaine professionnel : Installation et maintenance
Ville : CHARTRES
Type de contrat : CTTI 4 mois
Niveau d'études : Indifférent
Niveau d'expérience : Débutant(e) accepté(e)



➔ Renseignements
0800 71 08 28

Rejoignez nos équipes !

Fort de plus de 130 métiers, le Conseil départemental d'Eure-et-Loir propose des postes dans de nombreux domaines : santé, administratif, juridique, financier, culture, environnement, infrastructures routières, patrimoine bâti...



15

TRAVAILLEUR SOCIAL (H/F)

Domaine professionnel : social, protection de l'enfance, insertion professionnelle
Ville : DREUX
Type de contrat : titulaire de la fonction publique ou CDD 3 ans
Niveau d'études : Diplôme d'Etat d'assistant de service social
Niveau d'expérience : débutant accepté

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE (H/F)

Domaine professionnel : finance, gestion et comptabilité publique, management
Ville : CHARTRES
Type de contrat : titulaire de la fonction publique ou CDD 3 ans
Niveau d'études : diplôme d'études supérieures dans le domaine de la finance ou de la gestion
Niveau d'expérience : connaissance de la comptabilité publique, et forte appétence pour les systèmes d'information

CHEF DE PROJET SI H/F

Domaine professionnel : Direction du numérique
Ville : Mainvilliers
Type de contrat : Titulaire ou CDD 3 ans
Niveau d'études : Bac +3
Niveau d'expérience : Profil expérimenté dans le domaine de l'infrastructure et de l'ingénierie de projets

RESPONSABLE D'AGENCE D'INGENIERIE ET D'INFRASTRUCTURES H/F

Domaine professionnel : Direction des infrastructures
Ville : Janville
Type de contrat : Titulaire ou CDD 3 ans
Niveau d'études : Bac +5
Niveau d'expérience : Profil expérimenté en management, techniques routières, aménagement du territoire et procédures administratives

CONTRÔLEUR DE GESTION SOCIALE H/F

Domaine professionnel : Direction des relations humaines
Ville : Chartres
Type de contrat : Titulaire ou CDD 3 ans
Niveau d'études : Bac +3
Niveau d'expérience : Profil expérimenté dans le domaine des finances et de la comptabilité avec une spécialisation RH

RESPONSABLE DE POLE INGENIERIE H/F

Domaine professionnel : Direction des infrastructures
Ville : Mainvilliers
Type de contrat : Titulaire ou CDD 3 ans
Niveau d'études : Bac +2
Niveau d'expérience : Profil expérimenté en techniques routières et coordination



Informations pratiques

- ➡ Les offres d'emploi sont ouvertes à tous, avec un examen prioritaire des candidatures de titulaires de la fonction publique et de personnes inscrites sur liste d'aptitude suite à un concours territorial.
- ➡ Vous êtes intéressé par l'une de ces annonces ? Envoyez votre lettre de motivation et CV par courriel à recrutement@eurelien.fr.



MOTS MÊLÉS

Pouvez-vous retrouver dans ce mêli-mélo de mots, les objets de la brocante qui se cachent ?

Rayez dans la grille les mots de la liste pour découvrir le MOT MYSTÈRE dont voici la définition : « Il est rémunéré à l'ancienneté ! ».

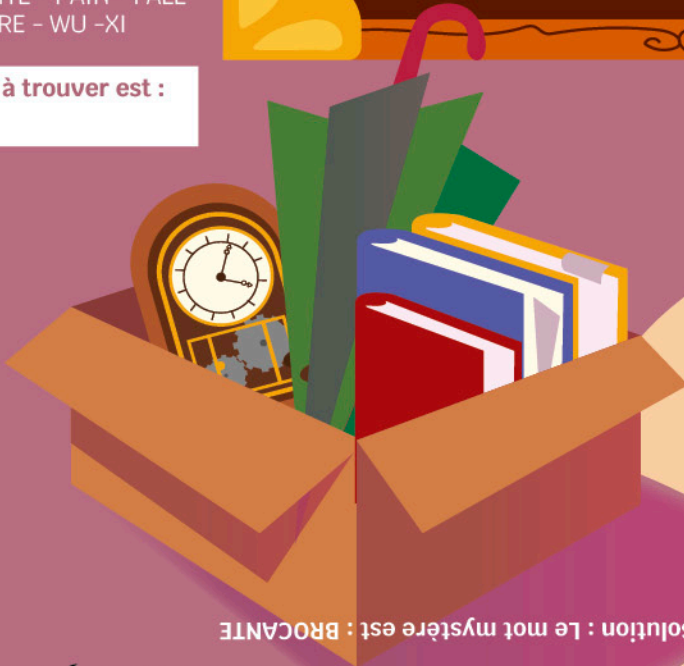
Les mots peuvent être lus dans tous les sens, horizontalement, verticalement, diagonalement, de droite à gauche, de bas en haut et inversement. Un conseil, commencez par les mots les plus longs ! Tous les mots en gras ont un rapport avec la brocante et vide-grenier !

V	G	A	M	M	E	V	T	I	E	N	S
P	A	I	N	R	E	I	I	S	V	E	
R	T	I	F	T	M	U	R	E	I	S	C
E	U	F	S	B	I	E	B	D	U	S	U
T	O	E	R	S	T	Q	E	L	E	X	P
C	N	E	T	N	E	G	U	T	E	O	A
C	S	A	E	N	R	L	N	I	S	S	L
E	A	G	S	E	A	A	L	T	T	I	E
B	R	R	N	O	C	C	A	E	V	E	B
A	R	I	T	O	P	L	O	R	T	R	S
W	E	I	R	E	E	X	E	R	A	R	X
R	U	B	C	S	S	S	E	C	B	I	E

16

- BROCANTES - Bric - (à)
- BRAC - VIDE GRENIER -
- (Les) PUCES - ANTIQUITÉS
- VIEUX MEUBLES -
- ARGENTERIE- CARTES
- POSTALES - (anciens)
- TIMBRES - LIVRES-
- VAISSELLE - COFFRE
- (malle) - EXPOSANT(s)
- GAMME - TIENS - ÊTRE -
- ISSU - MITE - PAIN - PÂLE
- RIRE - WU -XI

Le mot à trouver est :



Solution : Le mot mystère est : BROCANTE



TROUVEZ L'INTRUS

Toutes ces cuillères à vendre vont par paire, sauf une, pouvez-vous trouver laquelle ?



17



Solution : 8



2 **Eure-et-Loir 1900 : Une belle époque ?**

L'expression « Belle Époque » a été forgée dans les années 1920, comme une réminiscence d'un âge d'or révolu après les horreurs de la Première Guerre mondiale. Associée au progrès scientifique et technique, à un certain idéal républicain, à une émulation exceptionnelle sur le plan culturel et artistique, la période couvrant les années 1890-1914 fait figure d'époque heureuse, image d'une France éternelle. L'expression tend cependant à gommer les contrastes qui ont marqué ces années, oscillant entre dépression et embellie économique, adoucissant la violence des luttes politiques et sociales et passant sous silence un contexte international dont les tensions aboutirent au déclenchement de la Première Guerre mondiale. À bien des égards, l'Eure-et-Loir de la Belle Époque est représentative des tendances et des contradictions de ces années : une conviction républicaine bien ancrée, une démographie vieillissante, une économie rurale et une société de plus en plus ouverte et acculturée. Basé sur les fonds conservés aux Archives départementales d'Eure-et-Loir, ce dossier vous propose une plongée dans une époque aussi passionnante que complexe.





Portrait d'une famille eurélienne Arch. dép. Eure-et-Loir, 47 Fi 149 (fonds de l'abbé Descauses)

4

COULISSES

Situation démographique préoccupante...

La France de la Belle Époque traverse une crise démographique : 39,6 millions d'habitants en 1914, le taux de natalité le plus bas d'Europe et un vieillissement général de sa population. Une période qui est toutefois marquée également par des progrès en matière de santé.

Les informations délivrées par les recensements de population montrent que ce repli s'est amorcé au milieu du XIX^e siècle pour s'accroître à partir de 1870, avec un taux de natalité en baisse et un excédent des décès par rapport aux naissances. Cette tendance se retrouve en Eure-et-Loir qui, passant de 284 683 habitants en 1891 à 272 255 habitants en 1911, perd plus de 12 400 habitants pendant la période, notamment dans

l'arrondissement de Dreux. La mortalité touche majoritairement les vieillards et les enfants, ces derniers souffrant souvent de dénutrition ou de gastro-entérite, en raison de la mauvaise qualité de l'eau. Parmi les enfants mourant en bas âge, beaucoup sont originaires du département de la Seine mis en nourrice dans le Perche. Certains ne résistent pas au voyage qu'on leur fait parfois entreprendre alors qu'ils n'ont que quelques jours. De plus, les nourrices étant peu

rétribuées, les enfants sont mal alimentés et ne reçoivent des soins que trop tardivement lorsqu'ils sont malades. La surmortalité est particulièrement nette dans les grandes villes du département où se trouvent hôpitaux, hospices et dépôts de mendicité. L'insalubrité des logements et des villes, qui ne disposent pas encore de système d'égouts ni de ramassage des déchets, est également un facteur déterminant dans la propagation des maladies. Parallèlement, la natalité, peu

Une population rurale

Les Euréliens de la Belle Époque sont majoritairement des ruraux et restent peu concernés par l'exode rural. La répartition de la population évolue peu pendant la période : 40 % des Euréliens résident dans l'arrondissement de Chartres contre 16 % dans celui de Nogent-le-Rotrou, le moins peuplé. Selon le recensement de 1901, la ville de Chartres compte à elle seule 24 103 habitants, soit 8,5 % de la population totale. La population urbaine est en croissance continue dans les chefs-lieux d'arrondissement et de canton. L'attraction de Paris et de sa région, avec leurs emplois industriels, désormais accessibles grâce au chemin de fer explique en partie les cas d'exode rural, en lien avec le phénomène encore très marginal de mécanisation des campagnes, qui réduit les besoins en main d'œuvre agricole, mais surtout la perspective d'emplois mieux rémunérés dans l'industrie. De fait, la majeure partie de la population eurélienne travaille dans le secteur primaire (54 % des actifs en 1911) tandis que l'industrie, l'administration et les services représentent une part croissante mais encore secondaire des emplois.



Le marché de Bonneval - Arch. dép. Eure-et-Loir, 24 Fi 51 4

dynamique, ne parvient pas à compenser cette mortalité élevée. Ce déficit de naissances s'explique essentiellement par des changements comportementaux tels que la limitation volontaire des naissances, la reconsidération de la place de l'enfant dans la famille et le recul de la pratique religieuse.

■ ...Mais des progrès en matière d'hygiène et de santé pour pallier ces difficultés.

Cette situation ne doit pas masquer d'autres éléments démographiques, beaucoup plus positifs, comme l'allongement de l'espérance de vie, qui est de 48 ans pour une femme en 1900, et le fait que la mortalité, quoiqu'élevée (voire supérieure à la moyenne nationale en Eure-et-Loir), est en baisse.

Les progrès en matière d'hygiène et de santé forment la principale explication à ces évolutions démographiques. Aucune épidémie grave n'est signalée pendant la période et la maladie mortelle la plus répandue reste la tuberculose. Les progrès de la médecine et de la vaccination

ainsi que les lois sociales permettent de mieux prendre en charge les malades, tandis que la professionnalisation des sages-femmes et la généralisation des consultations de nourrissons font reculer la mortalité infantile. Les communes investissent dans l'assainissement des eaux, la construction de bains-douches et la surveillance des locaux à risques comme les abattoirs. Beaucoup se dotent de règlements sanitaires et de services administratifs d'hygiène. Les logements sont également au centre de toutes les attentions avec les premières habitations à bon marché. Les instituteurs jouent un rôle considérable dans l'appropriation des gestes basiques d'hygiène par les enfants et c'est aussi à l'école que sont dispensés les premiers cours d'éducation physique et sportive, conformément aux principes hygiénistes qui s'imposent alors.



Les lois sociales

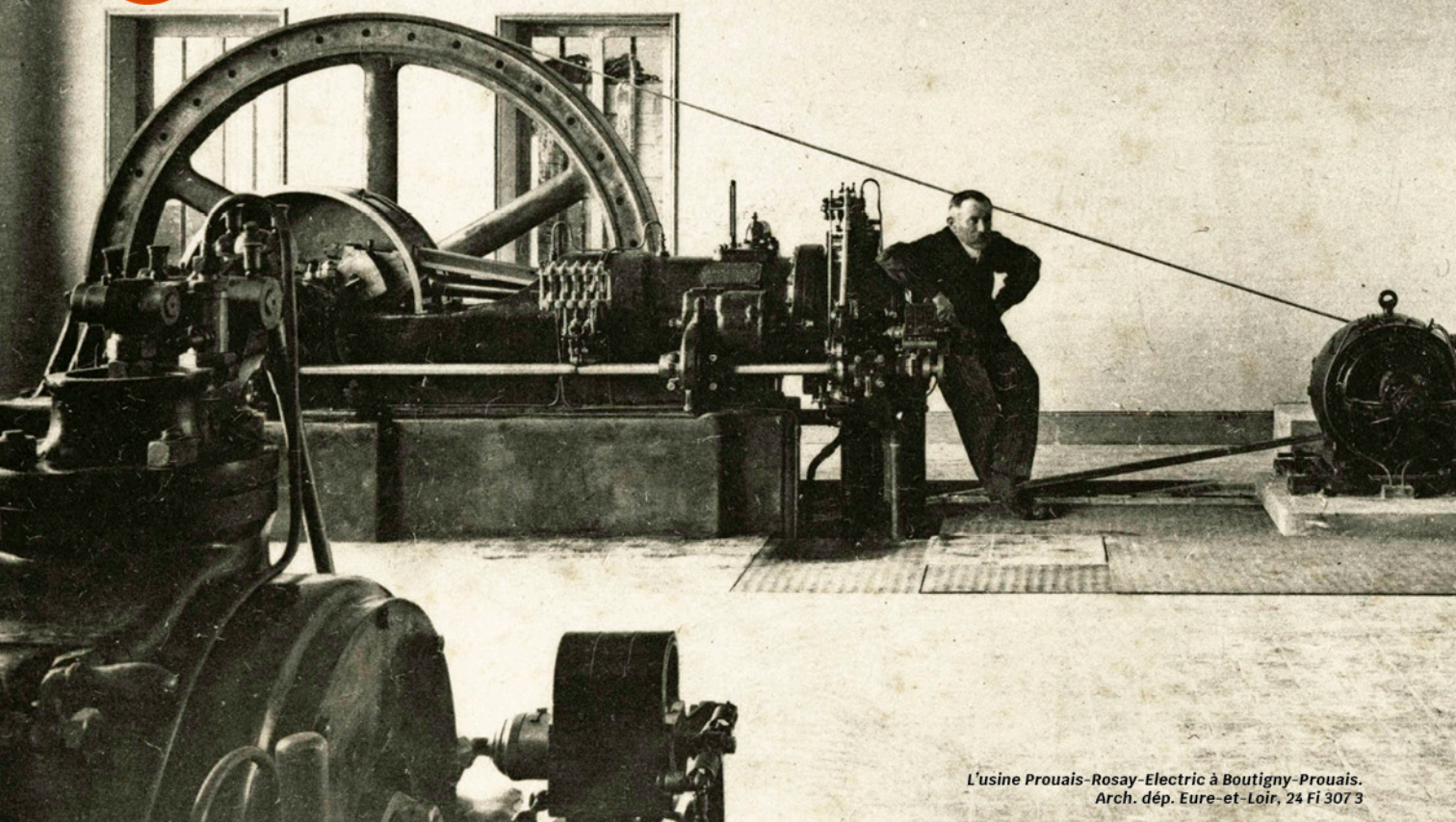
- **1893** : la loi sur l'assistance médicale gratuite crée des bureaux d'assistance. Ils viennent localement en appui des hôpitaux et hospices présents dans les centres urbains les plus importants ainsi que des congrégations religieuses à vocation charitable, et permettent ainsi une bien meilleure prise en charge médicale, y compris dans les campagnes.

- **1898** : la charte de la mutualité facilite la création de sociétés de secours mutuels destinées à aider leurs adhérents à parer aux accidents de la vie et former un premier système de retraites. Quelque 60 sociétés coexistaient à la veille de la 1^{re} Guerre mondiale, regroupant 19 100 personnes.

- **1905** : loi améliorant la prise en charge des personnes âgées.

- **1910** : loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

- **1913** : loi Strauss imposant un congé rémunéré d'un mois après un accouchement ; loi d'assistance aux familles nombreuses octroyant une allocation aux ménages ayant plus de 3 enfants.



L'usine Prouais-Rosay-Electric à Boutigny-Prouais.
Arch. dép. Eure-et-Loir, 24 Fi 307 3

6

ÉCONOMIE RURALE

Une industrie intégrée à une vie rurale dynamique

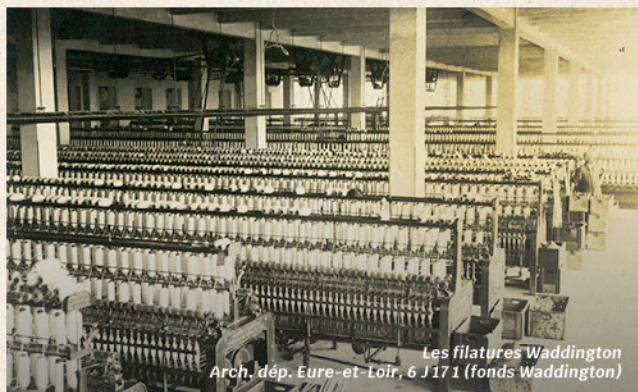
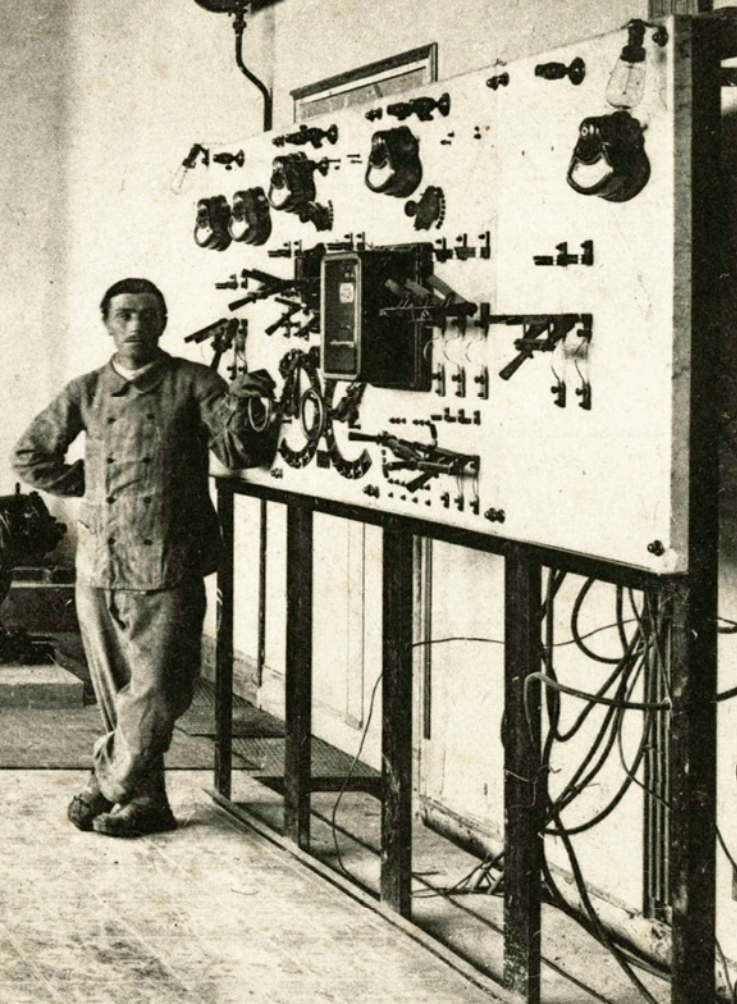
Au début de la Belle Époque, après une reprise rapide à la suite de la guerre de 1870-1871, l'essor de l'industrie française s'essouffle régulièrement.

Localement, la première crise (1883-1887) ne semble pas encore trop brutale. En 1885, la situation industrielle du département est considérée comme satisfaisante par les observateurs de l'époque. Le département compte alors 77 manufactures employant 4957 ouvriers. Le salaire journalier moyen est de 4,2 F pour les hommes, 2,2 F pour les femmes et 1,2 F pour les enfants. La vie ouvrière est calme et les relations avec le patronat sont dites « paisibles ». Par contre, le département subit de plein fouet la crise du début des années 1890. Les secteurs géographiques les plus industrialisés sont alors l'arrondissement de Dreux et la ville de Nogent-le-Rotrou. Cette dernière voit le nombre de ses manufactures divisé par trois entre 1885 et 1897. Les statistiques industrielles

concluent néanmoins à cette date sur « une période de relance après crise », mais au cours de laquelle la concurrence étrangère exerce une pression toujours plus forte sur les entreprises et l'économie françaises.

La dépression économique des années 1880 correspond surtout, dans l'industrie, à des changements techniques. La révolution de la vapeur fait alors place à celle de l'électricité (1881) et à celle du moteur à explosion (1898-1905). Pour autant, ces nouvelles inventions ne marquent pas le déclin immédiat des anciennes. La machine à vapeur ne cessant de se perfectionner, le charbon et la force hydraulique restent donc les principales sources d'énergie, qui plus est en Eure-et-Loir où près de 50 % de l'industrie repose encore sur des moulins en 1900. Des turbines toujours plus

perfectionnées, telle celle produite par la famille Brault à la fonderie de Chartres et primée en 1889 à l'exposition universelle de Paris, remplacent alors les aubes. En Eure-et-Loir, les innovations liées à ces changements techniques se traduisent par une amélioration du confort et de la communication avec l'extension des voies de chemin de fer (1883-1899), le développement du tramway à partir de 1888 et l'apparition des premières lignes téléphoniques, télégraphiques, d'électricité à partir de 1911. Ces dernières restent cependant marginales et réservées aux agglomérations jusque dans les années 1920. Même l'innovation dans le développement des loisirs surclasse l'amélioration de machines agricoles qui, curieusement, ne fournit de base qu'à 25 % des demandes de dépôt de brevet en 1881.



Les filatures Waddington
Arch. dép. Eure-et-Loir, 6 J171 (fonds Waddington)



MONTIGNY-sur-AVRE. - Ancienne Tréfilerie

Ancienne tréfilerie à Montigny-sur-Avre.
Arch. dép. Eure-et-Loir, 24 Fi 2637

■ Artisanat et très petites entreprises répandus en Eure-et-Loir

Au tournant du siècle, comme dans une grande majorité du pays, l'activité industrielle en Eure-et-Loir repose avant tout sur une petite industrie rurale dispersée, héritage direct du travail rural « à façon » caractérisant la proto-industrialisation du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. En effet, les manufactures ne concentrent finalement que 5 % des établissements industriels et concernent principalement la meunerie, l'imprimerie et le secteur des machines-outils. Les grands fleurons de l'industrie française de l'époque (textile, sidérurgie) sont peu représentés en Eure-et-Loir, citons néanmoins les manufactures textiles Waddington, à leur apogée dans les années 1890-1900, ou la fonderie Brault et Teisset de Chartres. En 1900, l'artisanat et les très petites entreprises restent donc les structures les plus répandues (95 %). Ce sont alors les fabriques de vêtements et les petits ateliers de confection qui dominent (25 %), puis viennent ceux du travail des métaux (ferronnerie, etc. : 19 %) et enfin ceux des secteurs de la construction et du bois (16 et 14 %).

14 930 personnes travaillent dans ces établissements. Si l'emploi masculin y est dominant, 20 % de ces travail-

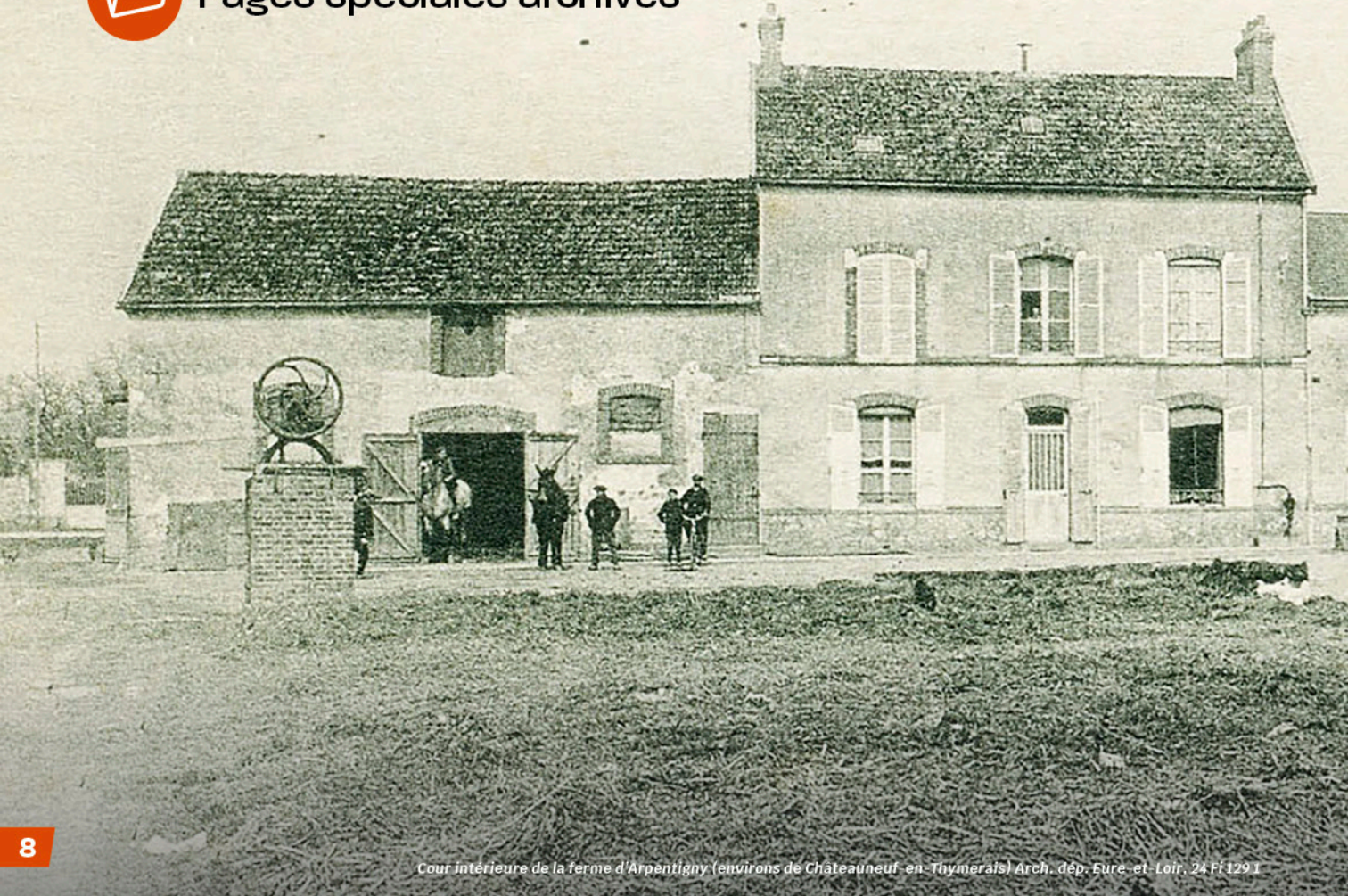
leurs sont des enfants. Depuis la loi du 30 mars 1900, la durée quotidienne du travail est fixée à 11 heures. Généralement, les règles d'hygiène et de sécurité des travailleurs, dictées par les décrets et les lois des années 1893 et 1894 sont plutôt bien respectées. Le service de l'inspection du travail note, pour 1900, 1 163 accidents rarement mortels ou incapacitants.

Les documents de l'époque témoignent aussi de la vigueur du commerce à la Belle Époque : Chartres compte 1494 commerces en 1901 et, loin d'être désertés par les enseignes, les petits bourgs ruraux comptent aussi plusieurs commerces (206 à Illiers ou encore 44 à Thiron). Les métiers et commerces les plus répandus sont, à l'image de l'industrie, ceux de la construction et de la couture, les épiceries et métiers de bouche et, devant tous les autres, les débits de boisson à hauteur d'un pour 125 habitants en moyenne.



STABILITÉ MONÉTAIRE ET COÛT DE LA VIE

En France, les difficultés économiques rencontrées à la suite de la guerre de 1870 sont rapidement dépassées, comme le prouve l'exposition universelle de Paris en 1878 et son rayonnement. Le pays entre alors dans une phase d'essor économique lent, certes, mais constant jusqu'à la Première Guerre mondiale. Cette phase de croissance économique repose, entre autres, sur un franc solide, directement fondé et étalonné sur l'or, qui n'a donc subi que très peu de fluctuations entre 1878 et 1914. Un ancien franc (F) en 1901 valait environ 4€ (source Insee). Cette stabilité monétaire participa directement au maintien du coût de la vie qui varia peu au cours de cette époque.



Cour intérieure de la ferme d'Arpentigny (environs de Châteauneuf-en-Thymerais) Arch. dép. Eure-et-Loir, 24 Fi 129 1

8

ÉCONOMIE RURALE

Une agriculture en mutation

À la Belle Époque, l'industrie n'est pas perçue comme un vecteur de développement ni d'enrichissement par la majorité des Français. Le monde rural et son économie restent donc prépondérants (56 % de la population active en 1910-1911).

En Eure-et-Loir, en 1911, la population active agricole représente plus de 54 % de la population. Si sur le temps long (1851-1911) et à l'échelle nationale cette population a tendance à baisser, il est nécessaire de relativiser ce fait pour les départements céréaliers tels que l'Eure-et-Loir. En effet, la baisse des salariés agricoles est particulièrement sensible entre 1851 et 1872 dans les cantons de Janville (- 5,5 points) et de Voves (- 4,8 points). Elle l'est beaucoup moins entre 1881 et 1911, respectivement -0,88 et -0,94 points. La décennie 1901-1911, qui voit aussi les chefs d'exploitation atteindre près d'un tiers de la popula-

tion active agricole, correspond aussi à un changement de structure du salariat. Comme le montrent les chiffres du canton de Voves, si les journaliers (apport saisonnier de main d'œuvre) diminuent, les domestiques (présents à l'année) augmentent. Ce phénomène peut être mis en relation avec un certain renforcement de la propriété perçue à l'échelle nationale qui pourrait alors s'accompagner d'un plus fort attachement du personnel et traduire une certaine stabilité économique des campagnes. Selon les agronomes de l'époque, Charles-Victor Garola en tête, le flux de main d'œuvre est positif en Eure-et-Loir où la culture est qualifiée, dès 1912, d'industrielle. Les résultats économiques de cet apport,

sans lequel l'exploitation de grandes surfaces serait impossible, sont jugés « excellents ».

En effet, l'Eure-et-Loir est déjà un département d'agriculture extensive. En 1892, si les exploitations parcellaires sont majoritaires, elles ne représentent que 21,1 % de la surface totale cultivée, tandis que près de la moitié des terres relèvent d'exploitations de plus de 50 ha : ainsi, dans le canton d'Orgères, 5 % des fermes dépassent 100 ha et exploitent près de 44 % des terres. Ces exploitations cultivent majoritairement du blé et de l'avoine, et leur productivité augmente tandis que leurs prix sont relativement stables.



A L'ORIGINE DU PROGRÈS AGRICOLE : LE LIEN ÉTROIT ENTRE SYNDICALISME ET AGRONOMIE

En juillet 1886, le syndicat agricole de l'arrondissement de Chartres est créé par le sénateur Louis-Charles Vinet, l'agriculteur Charles Égasse et surtout l'agronome Charles-Victor Garola. Outre l'obtention de matières premières (engrais, semences) de meilleure qualité au meilleur prix, son objectif était l'éducation de l'agriculteur à travers la diffusion de publications spécialisées comme la Défense agricole, fondée en 1903. Il encouragea l'enseignement primaire de l'agriculture par des concours et des prix d'excellence, développa un enseignement pratique dans des écoles dotées de fermes modèles, qui firent rapidement office d'écoles d'agriculture comme celle annexée au lycée de Chartres en 1908. Pour guider les exploitants, C.-V. Garola se lança en 1891 dans un travail titanesque : les cartes agronomiques communales, croisant données cadastrales, géologiques et caractéristiques physico-chimiques des sols avec les éléments nécessaires pour les amender. Les syndicats permirent enfin aux agriculteurs d'accéder au crédit avec le Crédit mutuel agricole de Chartres en 1896 et la Caisse de crédit agricole de la Beauce et du Perche en 1899.

9

■ L'Eure-et-Loir traverse la crise agricole

Le département connaît la crise agricole des années 1880-1890 avec la concurrence des produits étrangers, insuffisamment taxés en France, provoquant le mécontentement des cultivateurs. Ces derniers revendiquent l'instauration de droits de douane qui aboutissent à la mise en place des tarifs Méline en 1892, mettant fin au libre-échange au profit d'un régime protectionniste. Jusqu'en 1914, la production agricole augmente, les terres incultes reculent et l'élevage connaît un second souffle avec l'intro-

duction des prairies et des plantes fourragères dans les assolements, ainsi que par les encouragements des agronomes qui préconisent l'usage du fumier dans l'enrichissement des sols. En Eure-et-Loir, la seule crise agricole réellement tangible est celle de la vigne, suite à l'apparition du phylloxéra en 1876, qui ne représente plus qu'une infime partie des terres cultivées en 1914.



Ferme beauceronne Arch. dép. Eure-et-Loir, 32 Fi 1198 (fonds Laillet)



Dessin représentant Paul Deschanel, Armand Fallières et Léon Bourgeois. – Arch. dép. Eure-et-Loir, 18 Fi 5.

10

VIE POLITIQUE

Un département fermement républicain

À la Belle Époque, la Troisième République est enracinée, ayant réussi à surmonter les crises des années 1870-1880, les institutions sont stabilisées et des partis politiques se constituent.

La vie politique est alors dominée par les modérés jusqu'en 1898, puis par les radicaux. La situation en Eure-et-Loir confirme cette tendance : le département se révèle fermement républicain, attaché au parlementarisme, et ne se montre tenté ni par le conservatisme, ni par les mouvements de gauche, adoptant à chaque échéance électorale la voie modérée des républicains de gauche et des radicaux. Les résultats des élections législatives, particulièrement significatifs à une époque où le Président de la République n'est pas élu au suffrage universel, voient régulièrement et confortablement réélus les candidats issus du centre. La vie

politique locale est ainsi dominée par des figures telles que Gustave Lhôpital à Chartres, Paul Deschanel à Nogent-le-Rotrou ou Louis Baudet à Châteaudun. Situés aux deux extrêmes de l'échiquier politique, les candidats issus de la droite réactionnaire ou du socialisme se présentent régulièrement mais ne recueillent que peu de succès dans les urnes. Les grandes questions nationales agitent aussi l'Eure-et-Loir : alors que la presse fustige la corruption politique lors du scandale de Panama (1893), l'affaire Dreyfus suscite de vifs débats (1894-1898).

La séparation des Églises et de l'État (1905), sans susciter l'adhésion des catholiques, fut considérée avec calme dans le département et il n'y eut que peu d'incidents lors de la réalisation des inventaires. De même, la lutte contre les congrégations religieuses et les évacuations d'établissements cléricaux ne suscitèrent guère plus que de la résistance passive. La réforme administrative et judiciaire, l'impôt sur le revenu (adopté en 1914), la question scolaire et l'exacerbation des tensions internationales à la veille de la Première Guerre mondiale furent aussi à l'ordre du jour.


■ Une certaine passivité face à la séparation de l'Église et de l'État



EN MARGE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE : LES LIGUES ET L'ANARCHISME

L'anarchisme connaît l'une des heures les plus actives de son histoire à la Belle Époque et culmine lors de la vague d'attentats des années 1892-1894, marquée notamment par l'assassinat du président de la République Sadi Carnot. Les anarchistes sont présents en Eure-et-Loir : si aucun attentat n'est à déplorer, leurs faits et gestes sont étroitement surveillés par les autorités locales, comme en témoigne le fichage systématique des individus suspectés de sympathie pour cette mouvance. Ils firent essentiellement parler d'eux en 1905, à l'occasion d'une campagne d'affichage antimilitariste dans Chartres, qui suscita une vive émotion, et la répression culmina lors d'un déplacement du président Poincaré en Eure-et-Loir en 1913, de crainte d'un attentat.

Autre extrême, les ligues, nationalistes, réactionnaires et souvent antisémites, n'eurent qu'une influence extrêmement marginale en Eure-et-Loir.


La Vie Anarchiste
LIBRE TRIBUNE ANARCHISTE
PARAISANT CHAQUE MOIS

2^e Année N° 6 45 Octobre 1912 Abonnement annuel : France 1 Franc
 Le Numéro 10 Centimes Etranger 1 Franc 50

SOMMAIRE :

J. LE RONTEG LUCEN L. EUBERT COLLANGE M. IMBART G. BUTAUD S. ZAIKOVSKA G. FABOLA OLAF L'INSOUMIS	<i>La terre est la mère</i> <i>Deux sortes d'antimilitarisme</i> <i>Réflexions</i> <i>Autour de l'auge</i> <i>La force et le droit</i> <i>Individu et milieu</i> <i>Sur la question féminine</i> <i>Une vie</i> <i>De la théorie à la pratique</i> <i>L'impossible alliance</i>
--	--


CORRESPONDANCE :

SUZANNE M. A. ENBERT LEGEN P. VERGAS	<i>La femme doit-elle travailler ?</i> <i>Les instituteurs</i> <i>Beauté et suggestion</i> <i>Encore la beauté</i>
---	---

G. BUTAUD ACTUALITÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

BASCON par CHATEAU-THIERRY (AISNE)



Tout ce qui concerne le journal doit être envoyé à G. Butaud à l'adresse ci-dessus.

LA SÉPARATION DES ÉGLISES ET DE L'ÉTAT

La Belle Époque est une période de déclin pour les catholiques (recul de la pratique religieuse, crise de la vocation, remise en cause des enseignements traditionnels de l'Église par le progrès scientifique...). Rapidement, des tensions apparaissent, notamment autour de la question scolaire, et mènent la séparation entre les églises et l'État à l'initiative du gouvernement radical d'Émile Combes, qui porta la loi votée le 9 décembre 1905 : la République ne salarie ni ne subventionne aucun culte tout en garantissant liberté de conscience et de culte aux Français. Dans les communes d'Eure-et-Loir, ce conflit s'était traduit par des tensions entre les curés et les maires ou les instituteurs et, après la séparation, les principales difficultés émergèrent lors de la réalisation des inventaires ou de la fermeture des établissements congréganistes, mais restèrent limitées : résistance des curés qui ne souhaitaient pas laisser accéder les agents des Domaines aux églises, chahuts, prêches virulents... L'évêque de Chartres, Mgr Lagrange, prôna cependant l'apaisement et la soumission à la République, représentatif en cela du mouvement du Ralliement porté par le pape Léon XIII.

11

PAUL DESCHANEL (1855-1922) →

D'origine belge, il fut sous-préfet de Dreux de 1877 à 1879, puis conseiller général et député de la circonscription de Nogent-le-Rotrou de 1885 à 1919 et, enfin, sénateur d'Eure-et-Loir de 1921 à sa mort. Au-delà de son rôle politique local, il fut aussi président de la chambre des députés et président de la République en 1920. Membre des républicains de gauche (centre-gauche) il se démarquait par un certain progressisme social et était favorable à une réforme administrative et fiscale ainsi qu'à la laïcisation de l'État.



Arch. dép. Eure-et-Loir, 18 Fi 5



Union des Syndicats Ouvriers de l'Arrondissement de Dreux

Dimanche 13 Octobre 1907

SOUS LA TENTE DU BAL LEFÈVRE, PLACE ST-GILLES

FÊTE POPULAIRE

A l'occasion du tirage de la Tombola-Souscription pour la création d'une Bourse du Travail

Avec le gracieux Concours de M^{ME} MARY-HAULNE, de l'Eldorado, et d'AMATEURS de la Ville

PROGRAMME

A 2 heures : MATINÉE-CONCERT

PREMIÈRE PARTIE

1. **Le Héros**, Allegro X...
Harmonie de l'Union des Syndicats.
2. **Le Moine du Commandant**, chans.
comique DELORMEL.
M. JOLY.
3. **Le Couteau**, duo BOTREL.
MM. DONGUY & DORION.
4. **Mariage chinois**, chanson X...
M^{ME} LOUISE.

DEUXIÈME PARTIE

8. **Rêve de Jeune fille**, mazurka X...
Harmonie de l'Union des Syndicats.
9. **La Vie de famille**, chanson. com.. X...
M. JOLY.
10. **Le Fumeur d'opium**, chanson MORTREUIL.
M. DONGUY.
11. **Soir et matin**, romance X...
M^{ME} LOUISE.
12. **Y'm'a pas parlé**, monol. réaliste MONTÉHUS.

12

VIE POLITIQUE

La naissance du syndicalisme

La Belle Époque fut une période de forte politisation de la population. Les Français se sentent de plus en plus concernés par les élections qui totalisent un fort taux de participation.

La période voit l'essor du mouvement ouvrier et syndical, marqué par la création de la CGT en 1895 et de la SFIO en 1905. Le socialisme eurélien de la Belle Époque fut marqué par la figure du très actif Louis Oustry : acquis à l'intégration des socialistes au parlement, voire même au gouvernement, il s'intéressa surtout au développement des syndicats et à l'amélioration de la condition ouvrière. De nombreuses réunions syndicales se tiennent à Chartres, Dreux et Châteaudun, plus sporadiquement ailleurs, avec un discours évolutif : de l'opportunité de l'action syndicale et de l'affiliation à la CGT on passe aux revendications sur les salaires

et les conditions de travail et, en fin de période, l'hostilité à une guerre que l'on devine inéluctable se fait plus prégnante.

■ Un intérêt très relatif pour le socialisme et le syndicalisme

Pourtant, le département est peu agité pendant les années de la Belle Époque : socialisme et syndicalisme ne suscitent qu'un intérêt relatif et l'action directe peine à trouver un écho chez les ouvriers. Les rares grèves qui éclatent dans le département, surtout en 1908-1909 et essentiellement auprès des ouvriers du terrassement et de la confection impliquent finalement assez peu les syndicats et reposent la plupart du temps sur des revendications salariales.

Cela est sans doute à relier au caractère essentiellement rural de l'activité économique du département et au fait que les grandes manufactures, susceptibles de générer le plus de conflits sociaux, sont minoritaires dans le paysage industriel. Le monde ouvrier eurélien est donc plutôt calme et les relations avec le patronat sont apaisées. Ce contexte a favorisé l'adoption de lois sociales sur la durée hebdomadaire du travail ou la réglementation du travail des enfants, et la mise en place de structures de contrôle comme l'inspection du travail.

MÉDIAS

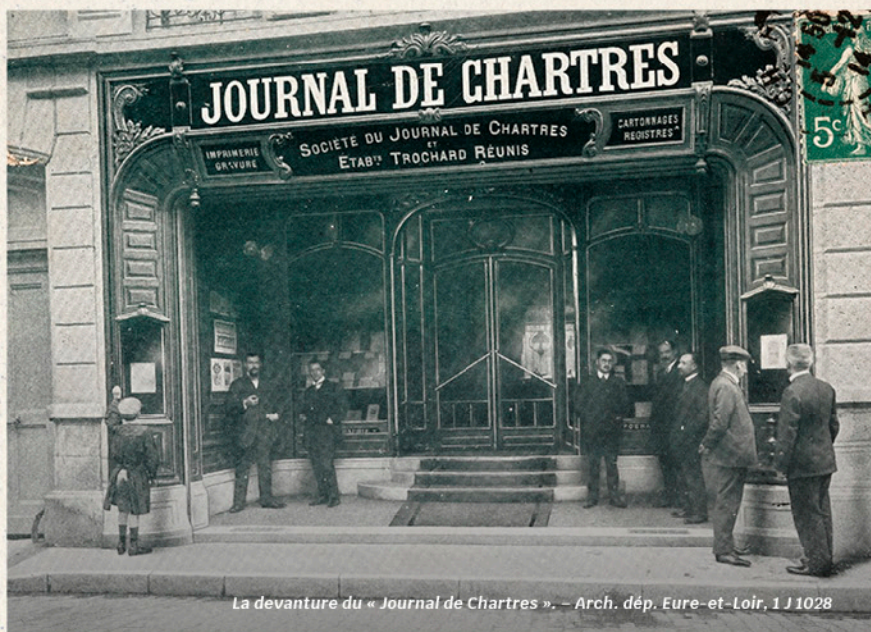
Le rôle de la presse dans la construction de l'opinion

La presse joue un rôle majeur dans la constitution de l'opinion et l'information des Euréliens. Sur l'ensemble de la période, pas moins de 37 titres coexistent dans le département.

En Eure-et-Loir, on compte essentiellement de journaux de politique générale (Journal de Chartres, Le Progrès...) mais on trouve aussi de la presse spécialisée, en général dans le domaine économique (L'union agricole) et des titres liés à une tendance politique (Le combat, organe syndicaliste). Les limites entre le monde politique et la presse sont floues et des liens directs existent entre journaux et personnalités politiques : Gustave Lhôpital et Le Progrès par exemple, tandis que l'Écho dunois fait activement campagne pour la droite réactionnaire lors des législatives de 1893.

■ Une féroce bataille idéologique

Très marqués politiquement, les journaux se livrent entre eux à de féroces batailles idéologiques, à l'instar du conflit opposant le conservateur Journal de Chartres aux idées avancées du Progrès. Outre les affaires nationales, y sont retranscrits les événements qui rythmèrent la vie des Euréliens de la Belle Époque. Celle-ci fut marquée par l'affaire Brière (1901), drame familial qui eut un retentissement mondial, mais aussi par la catastrophe ferroviaire de Courville



La devanture du « Journal de Chartres ». – Arch. dép. Eure-et-Loir, 1 J 1028

qui provoqua la mort de 11 personnes en 1911. Les journaux transcrivent l'état d'esprit des populations quant à leurs conditions de vie et le thème du coût de la vie est récurrent. Les autres informations se répartissent entre faits divers, débats politiques locaux, décès de personnalités, travaux d'aménagement dans les communes, cérémonies publiques et

autres manifestations sportives et culturelles, sans oublier la météo. La publicité y occupe une place importante même si les journaux ne sont que très peu illustrés.

L'AFFAIRE BRIÈRE

Dans la nuit du 20 au 21 avril 1901, l'un des crimes les plus atroces de l'époque fut commis à Corancez : l'assassinat d'une fratrie de 5 enfants âgés de 4 à 15 ans. Leur père Édouard Brière, qui les élevait seul depuis la mort de sa femme, fut accusé du meurtre sur la base d'indices retrouvés sur place et de témoignages. Mis en examen et incarcéré, son procès s'ouvre le 16 décembre 1901 devant la cour d'assises de Chartres. Malgré le témoignage d'une de ses filles rescapées du massacre et l'absence de preuves formelles, il est condamné à mort puis gracié par le président Loubet et envoyé au bagne à perpétuité. Il meurt en Guyane sans avoir jamais cessé de clamer son innocence. Cette affaire eut un retentissement international pendant près de 10 ans.



Représentation du crime de Corancez, 1901. – Arch. dép. Eure-et-Loir, 2 U 2 653 440



La course à pied du tour de Chartres, 1903. – Arch. dép. Eure-et-Loir, 39 Fi 14 A 110 (fonds Nessler)

14

CULTURE

Une vie culturelle et sportive foisonnante

Pendant la Belle Époque, une part belle est faite à la culture, et ce dès l'école avec l'instruction primaire laïque, gratuite et obligatoire. On assiste également au développement de la lecture publique, des associations de sports et de loisirs ou encore des théâtres ou autres cafés-concerts.

Le triomphe de la République doit beaucoup à l'instruction primaire, laïque, gratuite et obligatoire de 6 à 13 ans pour les garçons comme pour les filles depuis les grandes lois Ferry des années 1880. L'instituteur, « hussard de la République », diffuse auprès de ses élèves un enseignement basé sur l'acquisition des savoirs fondamentaux et l'attachement aux valeurs républicaines dans le but de renforcer la cohésion nationale par un savoir commun à tous et de faire des élèves des citoyens éclairés. Les études primaires sont couronnées par le certificat d'études, sésame pour l'enseignement secondaire, encore réservé

à une minorité d'élèves. L'école est un terrain de lutte entre le gouvernement radical et les congrégations religieuses, détentrices d'une part importante de l'éducation qu'elles se voient retirer en 1904. La Belle Époque constitue une forme d'âge d'or pour le modèle scolaire républicain, qui augmente considérablement l'alphabétisation.

■ La naissance de la lecture publique et la recherche d'un nouvel esthétisme

L'État encourage le développement de la lecture et d'un réseau de bibliothèques publiques et populaires. Beaucoup de communes euréliennes s'en voient

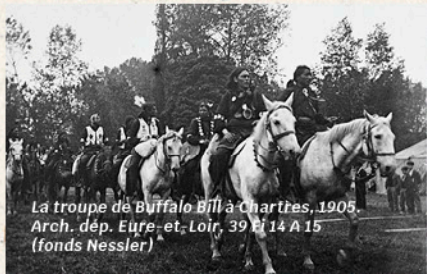
dotées et, en 1898, un bourg comme le Gué-de-Longroi peut proposer 311 livres en prêt. Les livres se diversifient (littérature classique, romans populaires, ouvrages pratiques, vulgarisation scientifique...) et la baisse de leur prix les rend plus accessibles. André Gide, Anatole France, Alain Fournier ou encore Marcel Proust, qui choisit Illiers comme toile de fond d'une partie de son œuvre, figurent parmi les grands auteurs de l'époque. Sur le plan artistique, la période est d'une grande richesse et voit, aux côtés des œuvres académiques, la naissance de l'art nouveau et les débuts d'une rupture au salon de 1905 où les « fauves », avant les cubistes, font scandale.

■ L'aviation très active en Eure-et-Loir

Le département se démarque également dans le domaine de l'aviation, à l'heure où les « fous volants » aux commandes de leurs biplans permettent à cette toute jeune discipline de gagner ses lettres de noblesse : essais et meetings s'enchaînent, mettant en avant des pilotes actifs en Eure-et-Loir comme Louis Blériot, rendu célèbre pour sa traversée de la Manche en 1909, Hubert Latham, Victorin Garaix ou Edmond Poillot.

■ Place à la culture de masse

Dans un tout autre domaine, théâtres et cafés-concerts remportent un franc succès, de même que certaines manifestations populaires comme le spectacle de Buffalo Bill à Chartres en 1905, les foires ou l'arrivée du cinéma dans le département (ouverture du cinéma Palace à Chartres en 1913). Ajoutés à l'essor de la mode, de la publicité et de la presse, ces éléments contribuent à faire émerger une première forme de culture de masse et à véhiculer l'image d'une heureuse Belle Époque.



La troupe de Buffalo Bill à Chartres, 1905.
Arch. dép. Eure-et-Loir, 39 Fi 14 A 15
(fonds Nessler)

■ Le développement du sport et des loisirs

En parallèle de l'éducation et de la culture livresque et savante se développe une culture populaire. La loi de 1901 encourage la création d'associations qui permettent l'essor de certaines pratiques culturelles et sportives ainsi qu'un début de démocratisation des loisirs. La pratique du sport se développe, encouragée par des personnalités telles que Pierre de Coubertin, et donne lieu aux premières manifestations sportives d'ampleur dont l'Eure-et-Loir n'est pas absente : Bonneval accueille ainsi un championnat national de gymnastique en 1914, Chartres est ville-étape du 1er tour de France en 1903 et, la même année, le département est traversé par la course automobile reliant Paris à Madrid.

AVIATEURS EURÉLIENS

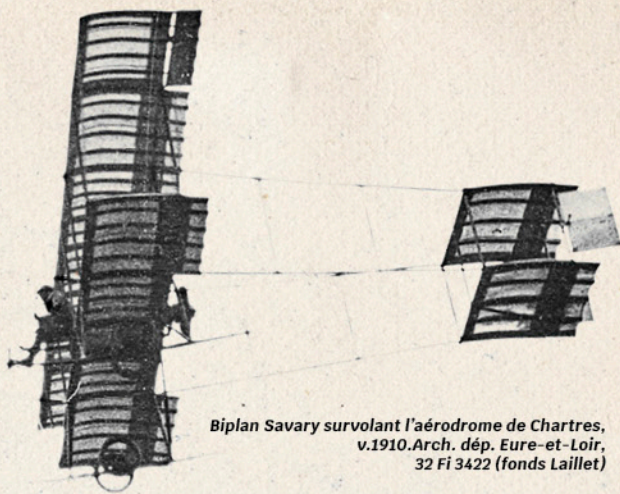
Ingénieur en mécanique, Robert Savary conçut en 1909 sa première « machine volante » et obtint de l'aéro-club de France son brevet de pilote l'année suivante. Constructeur de biplans, il créa un avion-école à double commande (l'une pour l'élève et l'autre pour le moniteur) pour faciliter l'enseignement du pilotage dans l'école qu'il avait fondée à Chartres. Autre passionné, Hubert Latham se distingua par des actes spectaculaires comme le survol de la cathédrale de Chartres, l'atterrissage dans le parc du château de Maillebois ou son amerrissage forcé dans la Manche qu'il tentait de traverser en compétition contre Louis Blériot en 1909.



Cycliste - Arch. dép. Eure-et-Loir, 47 Fi 240 (fonds de l'abbé Descauses)

CONCLUSION

La Belle Époque laisse place à une période complexe. Cette insouciance vole en éclats le 1er septembre 1914, lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale et qu'est décrétée la mobilisation générale. Une page se tourne, celle de la République triomphante, de l'éducation pour tous, des bouleversements sociaux, du positivisme et de la foi en l'avenir, et fait définitivement entrer la France dans un XXe siècle complexe et tourmenté.



Biplan Savary survolant l'aérodrome de Chartres, v.1910. Arch. dép. Eure-et-Loir, 32 Fi 3422 (fonds Laillet)



Eurélien

LE MAG

NUMÉRO 68 / AVRIL 2021

SPÉCIAL ARCHIVES

Eure-et-Loir 1900 : Une belle époque ?

